

TRENTE-ET-UNIEME SESSION DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'EVOLUTION DU CLIMAT: 26-29 OCTOBRE 2009

La trente-et-unième session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) s'est tenue du 26 au 29 octobre 2009 à Nusa Dua, Bali, Indonésie, avec environ 350 participants.

Les travaux de la réunion ont porté essentiellement sur le cadrage du Cinquième rapport d'évaluation (RE5). Au cours de cette réunion, les trois groupes de travail du GIEC se sont réunis en sessions parallèles pour approuver l'ébauche du projet de chapitre sur leurs contributions au RE5 qui avaient été élaborées par les participants à la réunion de cadrage du RE5 tenue à Venise, en Italie, du 13 au 17 juillet 2009. Le Groupe d'experts a par la suite approuvé les grandes lignes des rapports des groupes de travail et procédé à l'examen d'un certain nombre d'autres questions relatives à la portée du RE5. En particulier, les délégués ont convenu de traiter l'Article 2 de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) comme un thème transversal du RE5, et de réviser le calendrier de la préparation du rapport.

Le Groupe a également examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre des décisions prises à la GIEC-30 en ce qui a trait à la participation des scientifiques des pays en développement et des pays à économie en transition (EET), à l'utilisation des technologies électroniques et à l'avenir à plus long terme du GIEC. Le Groupe a par ailleurs accordé un statut d'observateur spécial à la Communauté européenne (CE), avant de procéder à l'examen des rapports périodiques sur l'élaboration de nouveaux scénarios et sur le fonds de bourses du Prix de la paix du GIEC.

BREF HISTORIQUE DU GIEC

Le GIEC a été établi en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). L'objectif du GIEC est de procéder à l'évaluation des données scientifiques, techniques et socioéconomiques pertinentes à la compréhension des risques associés aux changements climatiques induits par l'homme,

de leurs impacts potentiels et des options pour l'adaptation et l'atténuation. Le GIEC n'entreprend pas de nouvelles recherches et n'assure pas le suivi des données relatives au climat, mais mène des évaluations en se fondant sur la littérature scientifique et technique publiée et revue par les pairs.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) comprend trois Groupes de travail (GT): Le Groupe de travail I (GT I) traite des aspects scientifiques du système climatique et des changements climatiques; Le Groupe de travail II (GT II) traite de la vulnérabilité des systèmes socioéconomiques et naturels face aux changements climatiques, des conséquences des changements climatiques

DANS CE NUMÉRO

Bref Historique du GIEC	1
Rapport du GIEC-31	3
Approbation du Projet de Rapport de la Trentième Session	3
Cadrage du Cinquième Rapport d'Évaluation du GIEC	3
Programme et Budget du GIEC pour 2010-2014 ..	10
Admission des Organisations Observatrices	10
Questions Relatives à la CCNUCC	11
Règles de Procédure pour l'Élection du Bureau du GIEC et du Bureau de Tout Groupe Spécial	11
Mise en Œuvre des Décisions par la GIEC-30	11
Rapports Périodiques	12
Questions Diverses	13
Date et Lieu de la Prochaine Réunion	13
Séance Plénière De Clôture	13
Brève Analyse de la GIEC-31	13
Prochaines Réunions	15
Glossaire	16

et des options offertes en matière d'adaptation; et le Groupe de Travail III (GT III) traite des options offertes en matière de limitation des rejets de gaz à effet de serre et d'atténuation des changements climatiques. Chaque GT a deux co-présidents et six vice-présidents, à l'exception du GT II qui, pour le cycle de la Cinquième évaluation, dispose de trois co-présidents. Les co-présidents guident les groupes de travail dans l'accomplissement des mandats qui leur sont assignés par le Groupe, et sont assistés dans cette tâche par des Unités d'appui technique (UAT).

Le GIEC dispose également d'un Groupe d'action sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre (TFI). Le Groupe d'action supervise le Programme des inventaires nationaux des gaz à effet de serre du GIEC qui vise à élaborer et à affiner une méthodologie approuvée à l'échelon international et un logiciel pour le calcul et le compte rendu des rejets et des suppressions nationales des gaz à effet de serre, et à encourager l'utilisation de cette méthodologie par les pays participant au GIEC, et par les signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le Bureau du GIEC est élu par le Groupe pour la durée de l'élaboration d'un rapport d'évaluation du GIEC (généralement entre 5 et 6 ans). Le rôle du Bureau consiste à aider le président du GIEC dans la planification, la coordination et le suivi des travaux du GIEC. Le Bureau est composé d'experts en matière de changements climatiques représentant l'ensemble des régions. Le Bureau du GIEC compte actuellement 31 membres: le président du GIEC, les co-présidents des trois GT et le bureau du TFI, trois vice-présidents du GIEC et les vice-présidents des trois GT. Le Secrétariat du GIEC est situé à Genève, en Suisse, et est hébergé par l'OMM.

RAPPORTS DU GIEC: Depuis sa mise en place, le GIEC a élaboré une série d'évaluations exhaustives, de rapports spéciaux et des documents techniques qui fournissent des informations scientifiques sur les changements climatiques à la communauté internationale, notamment aux décideurs et au grand public et qui sont l'objet d'analyses détaillées par les experts et les gouvernements. Cette information a joué un rôle important dans l'encadrement des politiques nationales et internationales.

Le GIEC a jusqu'à présent réalisé quatre évaluations exhaustives des changements climatiques, dont chacune joue un rôle clé dans l'avancement des négociations menées au titre de la Convention: le Premier Rapport d'Évaluation a été achevé en 1990, le Deuxième Rapport d'Évaluation en 1995, le Troisième Rapport d'Évaluation en 2001, et plus récemment le Quatrième Rapport d'Évaluation (RE4), été achevé en 2007. A sa vingt-huitième session en 2008, le GIEC a décidé d'élaborer un Cinquième Rapport d'Évaluation (RE5) et de l'achever en 2014.

Le RE4 est structuré en trois volumes; chaque volume comprend un Résumé à l'intention des décideurs, un Résumé technique et un rapport d'évaluation fondamental. Toutes les sections passent par un processus d'examen approfondi qui se déroule en trois étapes: un premier examen par les experts, un second examen par les experts et les gouvernements et, un troisième examen par les gouvernements. Le Résumé à l'intention des décideurs est approuvé, ligne par ligne, par le GIEC. Le RE4 comprend également un Rapport de synthèse

(SYR) qui met en évidence les aspects les plus pertinents des rapports des trois GT, et un Résumé du SYR à l'intention des décideurs, également approuvé ligne par ligne par le Groupe. En tout, plus de 450 auteurs principaux, 800 auteurs, 2500 réviseurs experts et 130 gouvernements ont pris part à l'élaboration du RE4.

En plus des évaluations complètes entreprises, le GIEC produit des rapports spéciaux, des rapports méthodologiques et des documents techniques, se concentrant sur des questions spécifiques liées aux changements climatiques. Les rapports spéciaux élaborés par le GIEC comprennent: les impacts régionaux des changements climatiques: Une évaluation de la vulnérabilité (1997), l'aviation et l'atmosphère planétaire (1999), l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (2000), les questions méthodologiques et techniques dans le transfert de technologies (2000), la sauvegarde de la couche d'ozone et du système climatique mondial (2005), le piégeage et la fixation du dioxyde de carbone (2005). Deux autres rapports spéciaux sont actuellement en préparation: un rapport sur «Sources d'énergie renouvelables et atténuation des changements climatiques», entrepris sous la direction du GT III pour publication en 2011, et l'autre sur «Gérer les risques d'événements extrêmes et des catastrophes pour faire progresser l'adaptation aux changements climatiques», élaboré dans le cadre du GT I, sera achevé en 2011.

Des documents techniques ont été élaborés sur les changements climatiques et la biodiversité (2002); les changements climatiques et l'eau (2008), entre autres.

Le GIEC élabore également des rapports méthodologiques ou des lignes directrices pour aider les pays dans la préparation de rapports sur les gaz à effet de serre. Les lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux des gaz à effet de serre ont été d'abord publiées en 1994, et une version révisée a été achevée en 1996. De nouveaux rapports sur les bonnes pratiques ont été approuvés par le groupe en 2000 et 2003, et un guide incluant les définitions et les options méthodologiques pour inventorier les émissions résultant de la dégradation des forêts et de la destruction d'autres types de végétation directement imputables à l'homme, a été achevé en 2003. La version la plus récente, les Lignes directrices 2006 du GIEC relatives aux inventaires nationaux des gaz à effet de serre, ont été approuvées par le groupe en 2006.

Pour tout ce travail et sa contribution pour «construire et diffuser une meilleure connaissance des changements climatiques imputables à l'homme, et jeter les bases nécessaires pour contrer de tels changements», le GIEC a reçu le prix Nobel de la paix, conjointement avec Al Gore, ancien vice-président des États-Unis, en décembre 2007.

GIEC-28: Cette session s'est tenue du 9 au 10 avril 2008 à Budapest, en Hongrie. Les débats ont porté sur l'avenir du GIEC, y compris les principaux aspects de son programme de travail tels que la structure du GT, le type principal et le calendrier des rapports à venir, et la future structure du Bureau du GIEC et le TFB (Bureau du Groupe d'action sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre). Le GIEC a accepté d'élaborer un RE5 et de conserver la structure actuelle de ses GT. Afin de permettre un usage important des nouveaux scénarios dans le RE5, le

groupe a demandé au Bureau de veiller à ce que le rapport du GT I soit livré au début de 2013 et que les rapports des autres GT et le SYR soient finalisés dès le début de 2014. Le groupe a également convenu d'élaborer un rapport spécial sur l'énergie renouvelable qui devra être achevée avant 2010.

GIEC-29: Cette session qui a célébré le 20ème anniversaire du GIEC, s'est déroulée du 31 août au 4 septembre 2008 à Genève, en Suisse. Au cours de la réunion, le Groupe a élu le nouveau Bureau du GIEC et le TFB; Rajendra Pachauri a été réélu au poste de président du GIEC. Le Groupe a également repris ses discussions sur l'avenir du GIEC, a convenu d'instituer une bourse d'études pour les jeunes chercheurs en changement climatique des pays en développement avec les fonds du prix Nobel et demandé au Bureau de prévoir une réunion de cadrage sur un rapport spécial sur les événements extrêmes et les catastrophes, réunion qui s'est déroulée du 23 au 26 mars 2009, à Oslo, en Norvège.

GIEC-30: Cette session s'est tenue du 21 au 23 avril 2009 à Antalya, en Turquie. Au cours de la réunion, le Groupe s'est focalisé sur l'avenir à court-terme du GIEC et sur le cadrage du RE5, et a élaboré un certain nombre de propositions à cet égard. Les propositions relatives au cadrage du rapport ont été transmises sous forme de directives à la réunion de cadrage de RE5. Cette réunion qui s'est déroulée du 13 au 17 juillet 2009 a rassemblé des experts en changements climatiques pour présenter l'ébauche du chapitre sur les contributions des groupes de travail au RE5.

RAPPORT DU GIEC-31

Le président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Rajendra Pachauri, a ouvert la trente-et-unième session du Groupe le lundi matin, 26 octobre 2009, soulignant que l'évaluation scientifique du GIEC est de plus en plus considérée dans le contexte des conséquences économiques et sociales du changement climatique. Mettant en relief les efforts intenses déjà déployés sur le RE5 depuis la GIEC-27 en 2007 à Valence, en Espagne, il a souligné que ces efforts collectifs sont représentés par l'ébauche du projet de chapitre consacré aux rapports des trois groupes de travail (GT). Le Groupe a rendu hommage à la mémoire de Wolfram Krewitt, un membre du GIEC et auteur principal chargé de la coordination du Rapport spécial sur les énergies renouvelables.

Rachmat Witoelar, président du Conseil national du changement climatique de l'Indonésie, a souhaité la bienvenue à Bali aux délégués, et a souligné l'importance de l'évaluation scientifique pour l'atténuation et l'adaptation dans les pays en développement. Il a exhorté les délégués à se laisser guider dans leurs délibérations par la notion de leadership politique et la boussole morale des générations futures.

Sri Woro Harijono, Secrétaire général adjoint de l'Agence indonésienne de météorologie, de climatologie et de géophysique, a souligné l'importance de renforcer la recherche sur l'interaction entre les changements climatiques et les phénomènes tels que les moussons, El Niño, l'oscillation nord atlantique, le courant traversant indonésien et les cyclones tropicaux.

Yan Hong, de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a mis l'accent sur l'importance de la gestion des catastrophes comme stratégie d'adaptation la plus économique dans les pays en développement. Il a relaté le succès de la Troisième Conférence mondiale sur le climat tenue du 31 août au 4 septembre 2009 à Genève, Suisse, et qui a convenu d'établir un cadre global des services climatologiques.

Joseph Alcamo, du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), a déclaré que les travaux du programme sur les relations entre les changements climatiques et les autres problèmes environnementaux, complètent les activités du GIEC. Soulignant la nécessité d'éliminer l'écart entre la science et la politique, il a indiqué que le GIEC doit s'impliquer davantage dans le domaine politique.

Après la cérémonie d'ouverture, Pachauri, le président, a introduit l'ordre du jour de la réunion (IPCC-XXXI/Doc.1 et Rev.1)

Au sujet de l'élection d'un nouveau vice-président, le président Pachauri a indiqué que bien que l'actuel vice-président du GIEC, Ogunlade Davidson (Sierra Leone) ait exprimé son intention de démissionner du bureau, en raison d'un conflit d'intérêt avec ses nouvelles fonctions en tant que Ministre de l'énergie et des ressources hydrauliques en Sierra Leone, il n'a déposé aucun document formel dans ce sens et que pour cette raison, le GIEC ne serait pas en mesure d'organiser une élection pour procéder à son remplacement. La Suisse, la Belgique, le Soudan, la Libye et le Bangladesh ont souligné que le GIEC ne peut pas attendre indéfiniment les élections. La Belgique a demandé de laisser la question en suspens au cas où une information officielle arriverait avant la fin de la réunion. Les délégués ont ensuite adopté l'ordre du jour sans changement. Au cours de la séance plénière de clôture, Christ, la secrétaire du GIEC, a informé les délégués qu'elle avait réussi à communiquer avec le vice-président Davidson et que ce dernier lui a fait savoir qu'il répondrait par écrit au sujet de sa démission. Pachauri le président a, pour sa part, indiqué qu'il a fait plusieurs tentatives pour contacter le vice-président Davidson afin qu'il confirme son intention de démissionner, mais sans succès.

L'ordre du jour a été adopté par le groupe spécial sans changement.

APPROBATION DU PROJET DE RAPPORT DE LA TRENTIÈME SESSION

Le projet de rapport (IPCC-XXXI/Doc.3) a été approuvé par les délégués, avec une modification proposée par le représentant du Royaume Uni, afin de refléter la proposition de son pays relative à un rapport spécial sur les impacts des changements climatiques sur les écosystèmes marins, y compris l'acidification.

CADRAGE DU CINQUIÈME RAPPORT D'ÉVALUATION DU GIEC

Renate Christ, la secrétaire du GIEC, a introduit les documents pertinents (IPCC-XXXI/Docs.4 et Add.1, Doc.10, Inf.3 et Inf.5), et le président Pachauri s'est félicité des observations préliminaires sur l'ensemble du processus et sur la portée du Cinquième Rapport d'Évaluation (RE5), y compris les questions transversales.

La France, avec l'Allemagne, le Venezuela et la Suède, a suggéré d'inclure les structures et les systèmes sociaux comme thèmes transversaux, ou dans des chapitres spécifiques des rapports des GT II et III. Le Venezuela a proposé d'inclure les aspects autochtones et culturels, tandis que l'Autriche a souligné que les incertitudes doivent être abordées d'une manière aussi cohérente que possible dans tous les GT. La Nouvelle-Zélande, avec l'Allemagne, la Suède, la Belgique, le Japon, les Pays-Bas et la Norvège, a appuyé l'inclusion des scénarios comme un thème transversal. La Nouvelle-Zélande et le Brésil ont également demandé que les paramètres de calcul des gaz à effet de serre soient abordés de manière transversale, et le Japon a suggéré que cette question soit d'abord traitée par le GT I. La Suisse a soutenu l'inclusion des paramètres de calcul des gaz à effet de serre, des observations et de la modélisation comme thème transversal sur les questions méthodologiques. L'Allemagne, le Danemark, les Pays-Bas, l'Espagne et la Norvège ont mis en relief l'importance d'aborder les principales vulnérabilités en vertu de l'Article 2 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (prévention des changements climatiques dangereux), et le Japon a proposé que l'Article 2 soit pris en compte dans le Rapport de synthèse.

Le Royaume-Uni, appuyé par les Pays-Bas, a demandé de réévaluer l'approche suggérée du GIEC-30 sur le traitement des questions régionales, et a proposé que les aspects régionaux soient traités dans le Rapport de synthèse (SYR). La Nouvelle-Zélande avec les États-Unis, a souligné l'importance des sections régionales dans le GT II. L'Inde a déclaré que les aspects régionaux devraient inclure, entre autres: les moussons; la fonte des glaciers; la variabilité climatique; la santé humaine, et une évaluation sous-régionale intégrant les aspects socioéconomiques et culturels.

La Chine a mis un accent particulier sur le traitement des incertitudes, notamment concernant le maintien des gaz à effet de serre à un certain niveau, et d'autres analyses des méthodologies du coût social dans les évaluations économiques. Le représentant des Pays-Bas a demandé un rapport périodique de l'équipe thématique chargée des scénarios, mise en place au GIEC-30, et des éclaircissements sur leurs relations avec le Groupe de travail du GIEC sur les scénarios pour l'évaluation des répercussions climatiques (TGCI).

La Suède a recommandé la définition des interconnexions entre la pollution atmosphérique et les changements climatiques. Le représentant des États-Unis a recommandé de centrer le travail de la réunion sur les présentations des groupes de travail, plutôt que sur la portée du SYR.

La Suisse a souligné la nécessité de traiter les incertitudes, telles que la définition des niveaux de confiance, d'une manière cohérente dans tous les GT. L'Espagne a parlé de la nécessité de maintenir la cohérence dans les présentations des rapports des trois GT, et l'Allemagne a demandé des éclaircissements sur ce qui constitue un thème transversal officiel, par rapport à d'autres questions qui apparaissent dans la portée du travail de tous les GT. L'Inde a souligné la nécessité de traiter les mouvements transfrontières de carbone, ajoutant que les questions liées à l'eau n'ont pas été traitées de manière exhaustive par le GT II dans la Quatrième Rapport d'Évaluation (RE4).

Pachauri, le président, a suggéré la mise en place à cette réunion, d'un groupe de contact coprésidé par Øyvind Christopherson (Norvège) et Saut Lubis (Indonésie), pour aborder le traitement des questions relatives à l'Article 2 de la Convention et soumettre une note succincte au plus tard le mercredi matin. Pour ce qui est des scénarios, le président Pachauri a proposé que l'équipe thématique chargée des scénarios collabore avec les co-présidents des GT et la réunion des experts des GT II et III sur les scénarios socio-économiques qui se tiendra en octobre 2010, pour examiner les scénarios comme un thème transversal. A propos des paramètres de calcul des gaz à effet de serre, Pachauri a déclaré que, pour intégrer tous les points de vue, un groupe de travail transversal, coprésidé par le co-président du GT I Thomas Stocker (Suisse) et deux vice-présidents des GT II et III, sera mis en place. Au sujet des aspects régionaux, il a indiqué qu'une collaboration étroite entre les GT I et II sera assurée. Il a proposé que le Groupe conserve la séquence numérique des rapports des GT, tout en assurant une interaction itérative entre les trois GT, afin que les conclusions sur les données régionales du GT III puissent être prises en compte dans l'évaluation régionale du GT II et dans le SYR. Ces propositions ont été acceptées par les délégués.

La session du Groupe d'experts a été suspendue à ce stade des discussions, et les trois GT se sont réunis parallèlement du lundi au mercredi pour examiner le projet des contributions des GT au RE5 du GIEC. Les discussions des sessions des trois GT sont présentées ci-dessous. Le Groupe d'experts doit se réunir de nouveau le mercredi soir pour finaliser l'ébauche du chapitre réservé aux trois groupes de travail et examiner d'autres points de l'ordre du jour.

SESSION DU GT I: Le mardi matin, les co-présidents du GT I, Thomas Stocker (Suisse) et Dahe Qin (Chine) ont ouvert la 11^e session du GT I. Le président Pachauri a rappelé aux délégués qu'en plus d'actualiser l'état des connaissances scientifiques, le RE5 devrait combler les lacunes dans la compréhension et inclure des détails régionaux.

Le co-président Stocker a présenté l'état actuel de l'ébauche (GT-I: 10th/Docs.2 et 3, et Inf.1), mettant en relief les quatre éléments clés du rapport: les changements climatiques à court terme, les projections à long terme, les phénomènes climatiques à travers les échelles temporelles, un atlas mondial et des projections climatiques régionales.

Le co-président Stocker a ensuite ouvert le débat sur les questions d'ordre général, notamment: l'ordre des chapitres sur l'intégration; le travail conjoint des GT I et III; la modélisation des phénomènes climatiques régionaux et sous-régionaux pour saisir la variabilité à petite échelle; les processus côtiers; l'atlas régional et la question de savoir si ces informations figureront également dans les chapitres pertinents; et un traitement cohérent des incertitudes, en utilisant le langage «calibré», emprunté au RE4. La Norvège, appuyée par l'Allemagne et la Suède, a demandé l'inclusion de la pollution de l'air. L'Afrique du Sud a exprimé ses inquiétudes au sujet des lacunes dans les dossiers des systèmes d'observation. Le coprésident Stocker a rétorqué que cette question sera abordée dans l'introduction au rapport du GT I, et dans le Résumé technique comme une question dans un contexte élargi. Le co-président Stocker a rappelé aux parties

que les puces qui apparaissent sous les titres des chapitres ne représentent pas des sous-titres, mais servent plutôt à orienter les auteurs.

Les délégués ont parcouru l'ébauche du GT I, chapitre par chapitre, examinant les titres des chapitres et les puces spécifiques sous le titre de chaque chapitre.

Au sujet du chapitre 2 sur Observations: l'atmosphère et la surface, le Royaume-Uni a demandé l'inclusion de «changements dans la température du sol et humidité». De nombreux délégués ont appuyé l'ajout d'une section sur la composition atmosphérique afin d'inclure, dès le début du rapport, un libellé sur les gaz à effet de serre observés. La Belgique, l'Espagne et l'Indonésie ont demandé notamment l'inclusion des vitesses du vent dans la puce sur la circulation atmosphérique, afin de mettre en relief l'importance de ces données pour l'industrie de l'énergie éolienne. Le représentant des États-Unis a demandé l'inclusion des gaz en trace. L'ébauche de ce chapitre a été approuvée avec une modification visant à ajouter une section sur les changements dans la composition atmosphérique, et inclure «vent» dans la puce sur la circulation atmosphérique, et «température du sol» dans la puce sur la température de surface.

L'ébauche du chapitre 4 sur Observations: la cryosphère, a été approuvée avec une modification pour ajouter «glace de mer» dans la puce sur la dynamique des nappes glaciaires, des plateaux de glace, des calottes glaciaires et les glaciers, afin de répondre aux inquiétudes des parties que ce sujet n'a pas été inclus ailleurs.

Au sujet du chapitre 6 sur: Carbone et autres cycles biogéochimiques, le co-président Stocker a souligné que ce sujet a été abordé pour la dernière fois dans le Troisième rapport d'évaluation (TRE) et que le but ici était d'attirer l'attention sur la nouvelle littérature relative au cycle du carbone, les rétroactions et son interaction avec d'autres cycles.

A propos du chapitre 7 sur les nuages et les aérosols, le co-président Stocker a relevé que le moment est venu de consacrer un chapitre à ce sujet. La proposition de la Chine de supprimer le libellé spécifique au noir de carbone a été contrée par une forte opposition des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Autriche et du Canada. Le représentant des États-Unis a proposé de traiter la question du noir de carbone dans un sous-chapitre. Le Canada a déclaré que l'action politique devance de très loin la science sur cette question et a souligné la nécessité d'une science bien informée sur le noir de carbone. Le représentant de la Chine a convenu de maintenir le libellé initial et a précisé que son pays comprend la nécessité d'une évaluation du noir de carbone, avant de souligner le rôle également important de nombreux aérosols.

Le Royaume-Uni a suggéré d'ajouter une puce sur «traînée de condensation et rayons cosmiques», afin d'améliorer la compréhension des décideurs sur ces questions. Un groupe restreint a rédigé un texte en incluant ces deux questions dans la puce sur forçage et les effets directs et indirects des aérosols, ce qui a été approuvé.

Pour ce qui est du chapitre 9 sur l'Évaluation des modèles climatiques, les délégués ont discuté des meilleurs moyens pour intégrer les idées sur la gamme de modèles, les méthodes de réduction d'échelle, les forces et les faiblesses des ensembles, ainsi que les couplages.

A propos du chapitre 11 sur: Changements climatiques à court terme: projections et prévisibilité, les délégués ont formulé un certain nombre de commentaires sur l'utilisation des mots «prévision» par rapport à «projections» et «pollution atmosphérique» par rapport à «qualité de l'air.» Le Groupe a convenu de conserver la formulation initiale de projections, de reconnaître les limites de la prévision et la compréhension des incertitudes, et de considérer qualité de l'air, comme un terme plus large, qui inclut la pollution atmosphérique. D'autres discussions ont porté sur les définitions des horizons temporels à court et à long terme, et sur l'ajout des points chauds des changements climatiques, tels que la Méditerranée, dans la puce sur les changements climatiques régionaux, la variabilité et les phénomènes extrêmes.

Quant au chapitre 13 sur l'Évolution du niveau de la mer, le co-président Stocker a indiqué que ce chapitre, qui a été traité pour la dernière fois dans le TRE, se veut une réponse aux développements importants survenus sur cette question juste après l'élaboration du RE4. Les délégués ont basé leurs discussions sur des enregistrements paléo climatiques, ce qui a conduit à la modification de la première puce pour remplacer «observé» par «passé» dans changements observés du niveau de la mer.

Toutes les autres grandes lignes du chapitre ont été approuvées sans modification.

Le co-président Stocker a ensuite présenté un projet de la nouvelle Annexe I au rapport du GT I contenu dans un atlas des projections climatologiques mondiales et régionales, précisant qu'il s'agira d'un nouveau produit conçu comme un dispositif électronique flexible et interactif, en plus du rapport imprimé. Il a indiqué que l'équipe de rédaction comprendrait les auteurs principaux chargés de la coordination du chapitre 11 sur les projections des changements climatiques à court terme, et du chapitre 12 sur les projections des changements climatiques à long terme. La Belgique a suggéré, ce qui a été approuvé, d'inclure également les auteurs principaux chargés de la coordination du chapitre 14 sur les phénomènes climatiques. Les États-Unis et le Royaume-Uni se sont dits préoccupés par l'absence à l'heure actuelle, de tout examen officiel de l'atlas. Les délégués ont décidé de faire ce travail en session plénière.

A propos des travaux en cours des GT, le représentant des Pays-Bas a souligné la nécessité de collaboration entre les GT II et III, tandis que l'Australie a appelé à l'inclusion de la question des vagues dans le champ d'application de l'atelier sur le niveau de la mer et la stabilité des calottes glaciaires, qui se tiendra en juin 2010 en Malaisie, avec la collaboration du Programme mondial de recherche sur le climat.

En clôturant la session le mercredi, le co-président Stocker a indiqué que la prochaine session des GT se tiendra en septembre 2011 pour approuver le Résumé du Rapport spécial sur les événements extrêmes et les catastrophes.

SESSION DU GT II: La neuvième session du GT II s'est réunie le lundi et le mardi, et a centré ses travaux sur l'ébauche du projet de chapitre sur la contribution du GT au RE5 (WG-II: 9th/Doc.2 et Inf.1). Ouvrant les discussions le mardi, le co-président du GT II, Christopher Field (États-Unis), a donné un aperçu de l'ébauche proposée, précisant qu'elle s'inspire de

la structure du RE4 et qu'elle comprend deux parties: la partie A sur les aspects mondiaux et sectoriels, et la partie B sur les aspects régionaux.

A propos de la structure générale, plusieurs pays, y compris l'Australie et l'Italie, ont parlé de la nécessité d'une plus grande rationalisation de l'ébauche. L'Italie, l'Afrique du Sud et d'autres, ont indiqué que l'agriculture doit être clairement spécifiée dans l'ébauche, et l'Italie a suggéré d'inclure également un chapitre sur le transport. Le Royaume-Uni a parlé de la nécessité d'encadrer la discussion au sein du GT II dans la perspective des risques et de gestion des risques. La France a proposé une attention plus grande aux facteurs sociaux de l'adaptation, tels que le renforcement des capacités et le partage des connaissances; le Brésil a suggéré d'établir une distinction claire entre les différents besoins et les capacités des pays pour l'adaptation.

La Chine a fait valoir que le rapport du GT II devrait se concentrer sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation, et ne devrait pas intégrer trop d'informations provenant des autres GT. L'Autriche a souligné l'importance, pour l'évaluation régionale, des ateliers et de la prise en compte du Programme de travail de Nairobi en vertu de la CCNUCC. Plusieurs pays ont parlé de la diversité régionale, et le Niger et Kiribati ont mis l'accent sur l'évaluation sous-régionale, tandis que l'Inde a parlé de la nécessité d'inclure les montagnes et les glaciers.

Les gouvernements ont ensuite porté le débat sur les sections et les chapitres proposés pour le rapport du GT II.

Pour ce qui est de la section sur le contexte du RE5 (chapitres 1 et 2), le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis ont souligné la nécessité de traiter la vulnérabilité au changement climatique, et le représentant des États-Unis a suggéré que les discussions sur les vulnérabilités dans les chapitres sectoriels soient reliées aux autres discussions dans un chapitre distinct sur les principales vulnérabilités. En réponse aux préoccupations des États-Unis sur la signification des puces, Field le, co-président a déclaré que les puces sous les titres des chapitres de l'ébauche résument les questions à couvrir par les chapitres et indiquent l'ordre dans lequel les auteurs doivent évoluer.

La Suisse, avec l'Indonésie, a suggéré d'insérer les catastrophes dans l'ébauche, mais le représentant des États-Unis a fait opposition à cette proposition. Le co-président Field a assuré que les phénomènes extrêmes et les catastrophes ne vont pas être égarés dans le rapport. La Chine a proposé qu'il faudrait évaluer non seulement les vulnérabilités et les risques, mais aussi les effets, suggestion qui a été ajoutée dans l'ébauche.

Quant au chapitre 1 sur Points de départ, la Chine a parlé de la disponibilité de nouveaux scénarios et de la nécessité des contributions des autres GT.

Pour ce qui est du chapitre 2 sur Fondements pour la prise de décision, la Suisse a mis en relief la nécessité de cohérence avec les autres GT, en particulier avec le GT III. Le Canada a déclaré que ce projet de chapitre doit être disponible au début du processus, afin de faciliter l'utilisation systématique de son contenu pour d'autres chapitres. Le Japon a proposé l'inclusion d'une puce sur le traitement des incertitudes, proposition qui a été ajoutée dans l'ébauche.

A propos de la section sur les Ressources naturelles et les Ressources gérées, les écosystèmes, et leurs utilisations (Chapitres 3-7), l'Afrique du Sud, avec la Thaïlande, a suggéré de consacrer un chapitre distinct au traitement des écosystèmes terrestres. La Thaïlande a proposé de parler de système des eaux intérieures au lieu de système d'eau douce, conformément à la Convention sur la diversité biologique. La République de Corée a proposé l'utilisation de systèmes au lieu d'écosystèmes, et le Canada a suggéré d'aborder la cryosphère dans le chapitre sur les ressources en eau douce. Plusieurs pays ont souligné la nécessité de politiques plus adaptées, et la Suisse a proposé que les libellés sur l'agriculture, les pêches et à la foresterie, ainsi que sur les montagnes, soient plus précis. Ces propositions ont été prises en compte par le GT.

La République de Corée a proposé que le chapitre 5 sur les Systèmes côtiers et les zones basses soit plus intégré pour inclure les processus chimiques et biologiques. Field, le co-président a rétorqué que l'ébauche ne devrait pas entrer dans les détails afin de donner suffisamment de flexibilité aux auteurs.

Pour ce qui est de la section sur les Établissements humains, l'industrie et les infrastructures (chapitres 8 à 10), le co-président Field a rappelé les directives rigoureuses des gouvernements d'approfondir le traitement de ces questions. A propos du chapitre 10 sur les secteurs économiques et des services clés, le Royaume-Uni a souligné les risques systémiques et l'assurance, tandis que l'Afrique du Sud, avec la Thaïlande, a suggéré d'ajouter l'agriculture. Sur ce dernier point, le co-président Field a répondu que ce sujet est traité ailleurs et qu'un libellé serait inclus dans l'ébauche à ce sujet. L'Inde a parlé de la nécessité de couvrir le transport et l'énergie, mais le co-président a indiqué que ces secteurs sont inclus dans la puce sur le réseau de l'infrastructure.

S'agissant de la section sur la Santé, le bien-être et la sécurité de l'homme (chapitres 11-13), les délégués ont débattu de la question de savoir quelles populations vulnérables en dehors des enfants, devraient être prises en compte dans le chapitre sur la santé humaine. La Thaïlande, avec le Royaume-Uni, a été favorable à l'intégration d'une dimension sexospécifique, tandis que la République démocratique du Congo a parlé des personnes âgées. A propos du chapitre 12 sur la sécurité humaine, le Venezuela a proposé d'inclure les communautés locales. Ces points ont été ajoutés dans l'ébauche.

A propos de la section sur Adaptation et Développement (chapitres 14-17), le représentant des États-Unis a fait remarquer que le titre de cette section est trompeur, puisque les questions de développement sont traitées dans un autre chapitre. Le titre a par conséquent été modifié pour devenir Adaptation. Les délégués ont ensuite débattu de la question de savoir si les études de cas devraient porter sur tous les pays, ou sur des groupes particuliers de pays, tels que les pays les moins avancés.

Au sujet de la section sur Impacts multisectoriels, risques, vulnérabilités et possibilités (chapitres 18 à 20), les discussions ont porté sur la clarification de l'ébauche du chapitre, et le Canada a souligné l'importance de cette section comme partie intégrante. Les gouvernements ont également souligné la nécessité de définir les principales vulnérabilités dans le rapport,

et les États-Unis se sont dits préoccupés par l'absence d'une définition des principaux risques; un libellé relatif à ces aspects été supprimé dans l'ébauche.

Pour ce qui est de la partie B sur les aspects régionaux, le co-président Field a indiqué que cette partie relève du rapport du GT II, mais qu'il inclura les contributions des GT I et III, et que malgré la division en deux parties, le rapport du GT II aura un Résumé à l'intention des décideurs et un Résumé technique. Il a également fait savoir que la répartition régionale est la même que dans le RE4, mais avec l'ajout d'un chapitre sur les eaux internationales.

La Sierra Leone a suggéré d'aborder les différences aussi bien que les similarités entre les régions dans le chapitre d'introduction de la Partie B. L'Australie a souligné l'importance d'un traitement cohérent des incertitudes, et plusieurs pays dont, la France et l'Italie, ont appuyé l'ajout des points chauds climatiques transrégionaux tels que la Méditerranée.

Les délégués ont ensuite débattu de la portée et de la pertinence de l'expression «eaux internationales», et la Suisse a souligné qu'il s'agit d'un terme juridique. Les délégués ont convenu de modifier le titre du chapitre pour «les océans ouverts». L'Afrique du Sud a déclaré que ce titre devrait couvrir les mers, tandis que la Norvège a parlé de la nécessité de parler de l'acidification des océans

Le vice-président du GIEC, Jean-Pascal van Ypersele (Belgique) a proposé que le chapitre d'introduction de la partie B traite, non seulement des projections régionales, mais aussi de leurs limites, et que les auteurs tiennent compte des résultats des discussions sur la répartition régionale organisées à la GIEC-30.

A propos des questions fréquentes pour le rapport du GT II, la Nouvelle-Zélande a recommandé que les auteurs principaux se chargent de «démêler certaines de ces questions.» L'Autriche a souligné la difficulté à répondre à certaines questions, telles que les questions liées à des événements de basse fréquence, mais à fort impact, ajoutant que les réponses sont toutefois nécessaires pour éviter une mauvaise adaptation. Le représentant des États-Unis a indiqué sa préférence pour un processus à travers lequel les questions émergent, plutôt que celui où les questions sont posées avant le processus.

A propos de la question sur la manière dont le rapport du GT II traitera les questions transversales (GT-II: 9th/Doc.3 et INF.1), Field, le co-président a parlé d'un certain nombre de réunions conjointes planifiées en collaboration avec les deux autres GT. L'Autriche a suggéré que les gouvernements désignent des auteurs principaux possédant des connaissances de base appropriées sur les questions transversales. Le Japon a souligné la nécessité d'une discussion claire sur les incertitudes, et le co-président Field a mis en relief le lien entre le traitement des incertitudes et la prise de décision dans l'incertitude. Le Royaume-Uni a également parlé de l'importance de la communication sur les incertitudes.

Les délégués ont ensuite approuvé l'ébauche du projet de chapitre sur la contribution du GT II au RE5.

Clôturent la session, Field, le co-président, a informé les délégués de la tenue d'une session conjointe des GT I et II en septembre 2011, pour approuver le Rapport spécial sur les événements extrêmes et les catastrophes.

SESSION DU GT III: Le GT III a tenu sa dixième session du lundi au mercredi. Lors de l'ouverture de la session, les co-présidents Ottmar Edenhofer (Allemagne), Youba Sokona (Mali) et Ramon Pichs-Madruga (Cuba) ont présenté le calendrier des travaux et les documents pertinents (GT-III: 10th/ Docs.1 et 3, et INF.1), et donné un aperçu de la manière dont l'ébauche du chapitre a été modifiée en réponse aux observations des gouvernements.

Dans les observations générales sur l'ébauche élaborée par le GT III pour le RE5, le représentant des Pays-Bas s'est dit préoccupé au sujet des horizons temporels qui sont pertinents pour les décideurs, appelant à l'inclusion des dimensions humaines dans tous les chapitres sectoriels. Le Soudan a souligné la nécessité d'inclure une perspective de développement. Le délégué de la France a relevé que certaines parties de l'ébauche semblent traiter de l'adaptation et non de l'atténuation, et a souligné les aspects sociaux dans plusieurs chapitres. Il a suggéré de mettre en relief les technologies émergentes. Le Royaume-Uni, appuyé par le Canada, a suggéré d'ajouter une section sur les mesures qui fonctionnent efficacement dans les pays. L'Australie a appelé à une étude des pertes de recettes à travers une analyse coûts-avantages des options d'atténuation. Le représentant des États-Unis a fait observer qu'un certain nombre de chapitres couvrent le transfert de technologies et les finances. La Suisse a souligné que cet exercice ne devrait pas être académique, mais plutôt pratique et pragmatique permettant de fournir des informations de politique pertinentes aux décideurs qui seront dans le processus de mise en œuvre d'objectifs quantifiés de limitation ou de réduction d'émissions contraignants.

Au sujet de la section sur la Formulation des questions (chapitres 2 à 5), le Royaume-Uni, appuyé par l'Allemagne, a suggéré que la formulation des questions soit plus concrète, et a proposé «concepts et approches analytiques.» La Suisse a souligné que les chapitres sur l'éthique et la durabilité devraient fournir des informations dissociées, ce qui devrait se faire sous forme de méthodologie dans les chapitres sur les secteurs et les tendances. Le représentant des États-Unis s'est inquiété de l'interdépendance des chapitres et a appelé à une certaine consolidation; le Japon a convenu que les chapitres 2 à 5 étaient étroitement liés. En réponse à une question posée par les Pays-Bas, le co-président Edenhofer a précisé que la section sur les questions de cadrage ne doit pas représenter plus de 10 à 20% de l'ensemble du rapport du GT III.

Les délégués ont ensuite parcouru le document, chapitre par chapitre, pour réviser et approuver les grandes lignes.

Un groupe de contact sur la formulation des questions du GT III s'est réuni le mardi matin pour réorganiser et rationaliser les différents chapitres. Les discussions ont porté sur l'opportunité d'intégrer les chapitres sur l'économie et l'éthique, et sur la manière d'améliorer le déroulement des chapitres, de manière à passer des principes spécifiques aux principes généraux. L'Afrique du Sud et le Mexique se sont dits préoccupés par la combinaison des chapitres sur économie et l'éthique, soulignant que ces disciplines «ne font pas bon ménage.» La Norvège et les États-Unis ont appuyé l'inclusion des dimensions culturelles.

Les délégués ont convenu de l'intégration du chapitre 3 sur Analyses socio-économiques et éthique, qui comprend les chapitres initiaux sur les analyses économiques et de l'éthique découlant de l'ébauche proposée. Le Canada a souligné la nécessité d'une approche multidisciplinaire pour les choix politiques. Pour répondre à la préoccupation du Royaume-Uni que le titre du chapitre ne reflète pas son contenu, le titre a été renommé: concepts sociaux, économiques et d'éthique.

L'ébauche du chapitre 4 sur Intégration: développement durable et équité, a été approuvée avec une modification dans la puce sur la qualité de vie et la comptabilisation du carbone, afin de remplacer «qualité de vie» par «modes de consommation».

Pour ce qui est de la section sur les Moyens d'atténuer les changements climatiques (chapitres 6 à 13), le Royaume-Uni a proposé un nouveau chapitre sur les perspectives globales (comme par exemple sur les émissions, les projections, les options d'atténuation et les mesures prises au niveau international pour stabiliser les gaz à effet de serre), afin d'aider les décideurs politiques. Le représentant des Pays-Bas a recommandé d'inclure les informations globales dans le Résumé technique. À l'issue d'autres discussions informelles sur la structure de la section, celle-ci a été réorganisée de manière à refléter les questions, partant d'une approche globale à une approche spécifique, afin de rendre le rapport final plus accessible pour les décideurs. Les délégués ont approuvé la structure de la section dans son ensemble.

Le chapitre 5 sur Conducteurs, Tendances et Atténuation, a ensuite été examiné. Le représentant des États-Unis, avec celui du Royaume-Uni, a contesté l'inclusion de la production alimentaire dans le chapitre d'introduction. Le Royaume-Uni a accepté le remplacement de production alimentaire par principaux conducteurs du changement global, et les parties ont approuvé. L'Espagne a suggéré d'ajouter l'analyse des emplois et le transfert de connaissances dans ce chapitre. La Suède, la Norvège et les Pays-Bas, contrés par le Soudan, ont demandé l'inscription de la pollution atmosphérique dans le contexte des co-avantages. Cette proposition a été reflétée dans la modification de l'ébauche.

Le chapitre 6 sur Évaluation des voies de transformation, a été adopté avec une modification visant à inclure les impacts macro-économiques. Les délégués ont convenu que les questions sur la cohérence des définitions de court terme et de long terme seront abordées lors de la coordination avec le GT I.

Au sujet du chapitre 7 sur les Systèmes énergétiques, les délégués ont souligné l'importance de l'efficacité énergétique, observation qui a été ajoutée dans la puce sur les options technologiques et les pratiques de l'atténuation. L'ébauche de ce chapitre a été approuvée tel que modifié, avec notamment l'inclusion des barrières physiques dans la liste des obstacles et de l'observation relative à la pénurie des connaissances essentielles sur les secteurs spécifiques.

L'ébauche du chapitre 8 sur les Transports a été approuvée avec une modification pour stipuler que transport comprend aussi le transport par les voies d'eau intérieures. L'Espagne, appuyée par l'Arabie saoudite et le Chili, et contrée par la France, a demandé l'inclusion de l'efficacité, ce qui a été fait dans la puce sur les options technologiques et les pratiques d'atténuation.

Pour ce qui est du chapitre 10 sur l'Industrie, la Suisse et le Royaume-Uni ont demandé l'inclusion de la dématérialisation (réduction des matériaux dans les biens de consommation, la fabrication ou les produits), tandis que l'Arabie saoudite a proposé de traduire cette idée par le terme «innovation» dans les matériaux. La Suisse, appuyée par l'Espagne, a souligné que l'industrie du tourisme devrait faire l'objet d'une puce dans ce chapitre. L'Arabie saoudite, le Canada et les Pays-Bas, ont indiqué que ce chapitre vise l'industrie manufacturière et les services. L'Afrique du Sud, le Mexique, l'Arabie saoudite et les Pays-Bas ont observé que le tourisme est mieux présenté dans les chapitres sur les secteurs des bâtiments, de l'utilisation des terres et des transports. L'Afrique du Sud a ajouté que si le tourisme est inclus, alors l'industrie minière devrait l'être aussi. L'ébauche de ce chapitre a été finalement approuvée avec une modification pour inclure le tourisme.

Pour ce qui est de l'ébauche du chapitre 11 sur Agriculture, foresterie et autres utilisations des terres (AFOLU), les délégués ont discuté de l'inclusion de: biodiversité, charbon de biomasse, élevage et bois. À l'issue de consultations informelles, le représentant des Pays-Bas a présenté un texte de consensus sur l'AFOLU, en soulignant l'inclusion du charbon de biomasse et que certains des autres suggestions antérieures peuvent être intégrées dans les directives pour les auteurs, plutôt que dans l'ébauche. Le Guatemala a souligné la pertinence de la réunion d'experts du GIEC sur le Réexamen de l'Utilisation des terres gérées par Procuration pour l'Estimation des Émissions et des Absorptions anthropiques nationales, tenue en mai 2009, à São Paulo, au Brésil. Les délégués ont convenu d'inclure un libellé sur le rapport de cette réunion.

A propos de l'ébauche du chapitre 12 sur Établissements humains, Infrastructures et Aménagement du territoire, les parties ont souligné que, par rapport à d'autres chapitres, celui-ci semblait avoir omis de nombreuses questions, telles que les espaces verts urbains, l'étalement urbain et la densification, entre autres. Les délégués ont approuvé l'ébauche du chapitre, en faisant une recommandation à l'attention du Bureau et des auteurs, de revoir l'ébauche après la réunion des experts des GT II et III sur Établissements humains et Infrastructure, qui se tiendra en avril 2010 sur cette question.

Quant à la section 4 sur Évaluation des politiques, des Institutions et des Finances (chapitres 14 à 17), un groupe de contact s'est réuni le mercredi matin pour procéder à sa restructuration. Le groupe de contact a recommandé de commencer au niveau national avant de passer par la suite au niveau international, et de fournir des références croisées sur les deux niveaux. Le groupe a également convenu que les questions d'investissement et de financement doivent être abordées dans tous les chapitres, mais qu'un chapitre multisectoriel distinct doit être maintenu dans l'ébauche.

Au sujet du chapitre 14 sur Coopération internationale: les accords et les instruments, le représentant des Pays-Bas a proposé d'ajouter des puces sur les mécanismes du marché et sur l'analyse du partage de l'effort d'atténuation. La Suisse s'est opposée à l'ajout de ce dernier point car cela reviendrait à préjuger de l'issue de l'évaluation. Les délégués ont décidé d'attirer l'attention des auteurs sur cette question

dans les directives. Le Canada a souligné que la puce sur les échanges doit être interprétée au sens large, comme une analyse de la manière dont les changements climatiques et les accords commerciaux s'influencent mutuellement. Le Soudan, avec l'Arabie saoudite, a proposé une puce distincte sur le renforcement des capacités; proposition qui a été approuvée.

Dans le chapitre 16 sur Politiques nationales et sous-nationales, la Nouvelle-Zélande a relevé que certains des éléments ont des implications internationales. Le représentant des États-Unis a souligné que le chapitre ne couvre pas les politiques de recherche et de développement. L'ONU-Habitat a parlé de la prolifération de la littérature sur la politique infranationale et mis en doute la combinaison des chapitres national et infranational.

La Suisse a parlé de la difficulté à identifier un seuil entre pays développés et pays en développement. Les Pays-Bas, le Royaume-Uni et le Mexique ont approuvé l'analyse des niveaux de développement, et le représentant des Pays-Bas a suggéré la formule «entre et au sein des pays en développement», tandis que le Mexique a proposé de mettre l'accent sur les pays les moins avancés. L'Arabie saoudite a mis en relief la différence nette entre pays développés et pays en développement qui se traduit dans la différenciation que la CCNUCC fait entre les parties visées à l'Annexe I et les parties non visées à l'Annexe I. A l'issue de nouvelles discussions informelles, les délégués ont convenu que le chapitre inclura une évaluation de la performance des politiques et des mesures dans les pays développés et les pays en développement, compte tenu du niveau de développement et des capacités.

Le Mexique a proposé d'ajouter dans l'ébauche de ce chapitre, le rôle des organisations non gouvernementales, et la Malaisie d'inclure le rôle des parties prenantes; proposition qui a été acceptée par les délégués.

Au sujet du chapitre 17 sur Investissements et Finances, le Japon a déclaré que ces questions, étant déterminées par la volonté politique, ne font pas l'objet d'analyse scientifique et devraient être traitées par les décideurs. Il a par conséquent proposé la suppression du chapitre 17 de l'ébauche du rapport du GT III. Les délégués ont discuté de la puce sur le financement des activités d'atténuation, et plusieurs pays ont souligné que cet aspect concerne aussi bien les pays développés que les pays en développement. La Chine a souligné que le financement des activités d'atténuation dans les pays en développement constitue une priorité. Le représentant des Pays-Bas a suggéré de scinder cette puce en deux, une puce sur les pays développés et l'autre sur les pays en développement, suggestion qui a été acceptée. Par la suite, l'ébauche de ce chapitre a été approuvée.

Les délégués ont par la suite approuvé l'inclusion des questions fréquentes dans l'ébauche de chaque chapitre.

FINALISATION DE LA PORTEE ET DE L'ÉBAUCHE DU RE5: Le mercredi soir, le Groupe d'experts s'est réuni de nouveau en séance plénière pour parachever le travail sur le point de l'ordre du jour relatif à la portée du RE5. Les groupes de travail ont présenté leur rapport au GIEC sur les décisions adoptées dans leurs sessions respectives quant à l'ébauche de chapitres sur leurs contributions au RE5.

Pour ce qui est du GT I, le co-président Qin a présenté l'ébauche révisée, en soulignant le bon déroulement des discussions. Le co-président Stocker a parlé d'une annexe

contenant un Atlas des projections climatiques mondiales et régionales qui fournira des informations détaillées sur des variables sélectionnées couvrant une gamme d'horizons temporels et de scénarios. Il a indiqué que l'atlas sera basé sur les informations qui sont évaluées dans les chapitres 11 et 12 et relatives à des projections climatiques à court et à long terme, respectivement, et dans le chapitre 14 sur les phénomènes climatiques. Stocker a proposé que la révision de l'annexe soit menée par les réviseurs de ces chapitres afin d'en assurer la rigueur scientifique, proposition qui a été approuvée par le groupe. Le représentant des États-Unis a posé la question de savoir si cela signifie que l'atlas doit être soumis à l'approbation du Groupe, à l'instar des autres chapitres. Christ, la secrétaire du GIEC a répondu par l'affirmative.

A propos du GT II, les co-présidents Field et Vicente Barros (Argentine) ont présenté l'ébauche révisée du GT II, en soulignant les modifications, en particulier: la distinction entre les effets observés et les effets projetés; l'importance accordée aux incertitudes et à l'interaction des facteurs de stress; l'amélioration de la section sur la sécurité alimentaire et l'évaluation des impacts sociaux, et l'importance accordée aux sous-régions.

A propos du GT III, les co-présidents Edenhofer, Pichs-Madruga et Sokona ont présenté l'ébauche révisée, en indiquant qu'elle a été améliorée considérablement et que les co-présidents se sont engagés à assurer l'inclusion des perspectives descendantes et ascendantes.

Les ébauches révisées des trois GT ont été acceptées par le GIEC.

Au sujet du thème transversal visé à l'Article 2 de la CCNUCC, le co-président du groupe de contact Christopherson, a fait savoir que le groupe s'est réuni cinq fois au cours de cette session et que les discussions ont abouti à une note succincte de deux pages comme point de départ pour les travaux sur ce thème. Il a déclaré que la note succincte qui résume le but, le contexte et la portée du thème transversal, comporte une liste indicative des chapitres du GT qui seraient pertinents pour l'Article 2. Il a en outre noté que le groupe de contact a proposé une réunion inter groupes de travail début de 2010. Pachauri le président, a proposé une autre réunion d'experts avant la réunion de cadrage du SYR et a offert d'assurer la responsabilité de cette question transversale. Pachauri a en outre indiqué que l'Article 2 en question est particulièrement difficile dans la mesure où le GIEC ne peut pas être normatif en matière de politique, et que la définition de «dangereux» est un jugement de valeur qui doit être laissé aux décideurs.

L'Autriche a souligné l'importance de la coordination de scénarios par les GT, y compris les niveaux de stabilisation, et s'est félicitée de cette mention dans la note succincte. L'Arabie saoudite a demandé l'inclusion de la disponibilité et de la sécurité de l'eau, ainsi que des co-avantages, des échanges et des effets d'entraînement. Cette suggestion a été ajoutée à la note succincte, et le président Pachauri a rappelé aux délégués que l'on était au début du processus et que la réunion des experts décidera des chapitres pertinents pour l'Article 2.

Le représentant des Pays-Bas a suggéré que tous les trois GT devraient également assurer le traitement uniforme de questions telles que, entre autres, les horizons temporels, et les lacunes et

les connaissances. La Fédération de Russie a souligné que les informations sur les contributions réelles cumulées des parties à la CCNUCC, à la stabilisation des gaz à effet de serre joueront un rôle clé, et qu'il existe d'autres questions importantes à aborder telles que les spécificités des pays soumis à un climat dit rude. Le Mali et la Malaisie ont souligné l'importance de l'utilisation de la documentation grise dans tous les groupes de travail.

En réponse à une question posée par la Suisse sur la préparation des directives pour les auteurs, le président Pachauri a noté que la transparence sera assurée et que les directives seront disponibles en temps voulu.

A propos du calendrier du RE5, le président Pachauri a déclaré que la réunion sur le cadrage du RE5 tenue à Venise a proposé que l'écart entre la finalisation du rapport du GT I et le SYR n'excède pas 12 mois, afin de s'assurer que le SYR est à jour. La Nouvelle-Zélande a suggéré que les sessions d'approbation des rapports des GT ne soient pas programmées trop près des réunions de la CCNUCC. Le Royaume-Uni, avec la Slovénie, a noté que la tenue de sessions d'approbation juste après les réunions de la CCNUCC diminue l'impact des produits du GIEC. Le représentant du Royaume-Uni s'est dit préoccupé par la planification des deux sessions – la GIEC-32 en octobre 2010 et la réunion du GT III pour l'approbation et l'acceptation du Rapport spécial sur les énergies renouvelables en décembre 2010 – les deux réunions étant trop rapprochées.

A l'issue des nouvelles consultations, Christ, la secrétaire du GIEC a présenté le jeudi matin, le calendrier révisé pour le RE5 comportant: la session d'adoption du GT I en septembre 2013; la session d'adoption du GT II à la mi-mars 2014; la session d'adoption du GT III, au début d'avril 2014 et l'approbation du SYR à la mi-septembre 2014. Elle a indiqué que la désignation des auteurs commencera au début de janvier et se terminera au début de mars 2010 avec une réunion du Bureau pour établir la liste des principaux auteurs, au début de mai 2010. Elle a ajouté que la session d'approbation du Résumé du Rapport spécial sur les énergies renouvelables sera reportée de décembre 2010 à février 2011, et se tiendra à Abu Dhabi, Émirats arabes unis.

Pachauri le président, a invité les points focaux nationaux à adopter une approche proactive pour la désignation des meilleurs experts possibles. Le Bangladesh a recommandé le renforcement des capacités et la formation des points focaux pour faciliter leur travail. Le Comité d'experts a par la suite approuvé le calendrier révisé pour le RE5.

PROGRAMME ET BUDGET DU GIEC POUR 2010-2014

Ce point a été examiné par le Groupe en séance plénière le lundi, et traité par la suite le mercredi par l'Équipe spéciale sur les questions financières, co-présidée par Conchita Martinez (Espagne) et Elgizouli Ismail (Soudan).

En séance plénière le lundi, le président Pachauri s'est dit préoccupé par le fait que les contributions financières de plusieurs pays n'arrivent pas à temps.

Le mercredi soir en séance plénière, Christ la secrétaire du GIEC, a demandé de nouvelles directives du Groupe pour l'élaboration du budget (IPCC-XXXI/Doc.2) qui couvre les trois prochaines années et qui comprend également le budget indicatif

pour tout le cycle d'évaluation jusqu'en 2013. Elle a indiqué que le budget pour les imprévus au titre de l'année en cours a été complètement utilisé et a suggéré une augmentation du budget pour ajouter 10 voyages en 2010 pour la réunion inter groupes de travail sur les incertitudes et les risques.

A l'issue des discussions au sein de l'équipe spéciale sur les questions financières, le co-président Martinez a présenté le budget révisé au Groupe (IPCC-XXXI/Doc.2/Rev.1), soulignant la proposition du Mali sur la fourniture des fonds pour les voyages des représentants des gouvernements des pays en développement et des pays à économie en transition et des membres du Bureau, ainsi que la question du budget pour une réunion de l'Unité d'appui technique pour le SYR à compter de juin 2010, ce qui représente un ajout de 100.000 Francs suisses. Elle a également souligné les mesures prises pour stabiliser les budgets, ainsi que le besoin de fonds supplémentaires pour 2008-2009.

Le représentant des Pays-Bas s'est dit préoccupé par l'écart grandissant entre les recettes et les dépenses, étant donné la crise financière et les difficultés actuelles des gouvernements à lever des fonds, et a demandé s'il existe des plans pour une collecte de fonds ciblée. Pachauri le président a fait savoir que les gouvernements ont été saisis de cette question, et qu'il a bon espoir d'une réponse encourageante et généreuse.

Le Royaume-Uni a suggéré de fusionner les 33e et 34e sessions du GIEC, afin de réduire les coûts. Christ la secrétaire du GIEC, a fait savoir que deux sessions s'avèrent nécessaires, étant donné que l'exercice ne sera pas clos au moment de la GIEC-33, mais que les réunions du Groupe pourraient se tenir en même temps que les sessions d'approbation du Rapport spécial sur les énergies renouvelables et du Rapport spécial sur les événements extrêmes, ce qui permettrait de réduire les coûts. L'Autriche a observé que cette mesure se traduirait par des réunions étalées sur deux semaines en 2011. Pachauri a rétorqué que cette option est plus facile et moins coûteuse que l'alternative.

Le représentant de la Norvège a annoncé que son pays parrainera la deuxième réunion des auteurs principaux du Rapport spécial sur les événements extrêmes en mars 2010, à Hanoï, Vietnam, et la réunion gouvernements/experts en examen, en janvier 2011 à Bangkok, Thaïlande. Il a également annoncé la contribution spéciale de 350 000 francs suisses de son pays au Fonds d'affectation spéciale du GIEC. Le budget a été adopté par le Groupe.

ADMISSION DES ORGANISATIONS OBSERVATRICES

Christ, la secrétaire du GIEC, a présenté la liste des nouvelles organisations observatrices, pour examen et pour acceptation par le Groupe (IPCC-XXXI/Doc. 5), ainsi qu'une proposition révisée de la CE pour le statut d'observateur spécial (IPCC-XXXI/Doc. 6). Le Secrétaire adjoint du GIEC, Gilles Sommeria a indiqué que trois nouveaux organismes ont sollicité le statut d'observateur depuis GIEC-30: le Global Biodiversity Information Facility (GBIF), l'International Council for Local Environmental Initiatives (ICLEI) et le Centre Africain pour les Applications de la météorologie au développement (ACMAD). Il a également indiqué que deux demandes émanant d'Energy

Research Austria et de l'Industrial Technology Research Institute, présentées à la GIEC-30, sont en suspens en raison des réserves exprimées par l'Autriche et la Chine, respectivement. L'Autriche a informé le Groupe qu'elle recommande l'octroi du statut d'observateur à Energy Research Austria. La Chine pour sa part a proposé de suspendre le processus de demande de statut d'observateur auprès du GIEC de l'Industrial Technology Research Institute, aucun consensus n'ayant été atteint sur le logo de l'Institut qui indique son emplacement à Taiwan et non dans la province de Taïwan. Madagascar et le Niger ont appuyé la demande de l'ACMAD, soulignant son rôle important dans le renforcement des capacités dans la région. Le Groupe a accepté les demandes présentées par le GBIF, l'ICLEI, l'ACMAD et Energy Research Austria pour le statut d'observateur auprès du Groupe.

Pour ce qui est de la proposition révisée de la CE, deux réunions du groupe de contact, coprésidées par Andrej Kranjc (Slovénie) et Hiroshi Ono (Japon), ont eu lieu durant la semaine. Le mercredi soir, le co-président Kranjc a expliqué au Groupe que la proposition porte sur l'octroi à la CE, des droits de procédure suivants lors des sessions du GIEC: le droit de parole à tour de rôle, et non pas après tous les États participants; le droit de réponse, et le droit de présenter des propositions. Il a indiqué que ces droits seraient exclusifs et qu'ils n'impliquent pas le droit de vote et d'éligibilité à l'élection. Il a en outre informé le Groupe que les discussions des groupes de contact n'ont donné lieu à aucune objection des participants à cette proposition. Pachauri le président, a noté que la proposition est conforme aux procédures du GIEC, et le Groupe a accepté la proposition révisée.

QUESTIONS RELATIVES À LA CCNUCC

Rocio Lichte, du secrétariat de la CCNUCC, a informé les délégués sur l'évolution des négociations sur les changements climatiques, soulignant qu'il reste encore seulement cinq jours de négociations effectives avant la quinzième Conférence des Parties (CdP-15) en décembre 2009, à Copenhague au Danemark. Elle a ajouté que le RE5 jouera un rôle important en informant sur les nombreux aspects de la mise en œuvre d'un résultat convenu à Copenhague. Rocio Lichte a également parlé des discussions en cours sur le traitement de l'Édition 2006 des directives du GIEC pour les inventaires nationaux des gaz à effet de serre, et a indiqué que la CCNUCC attend impatiemment la participation du GIEC au dialogue sur la recherche, à la 32e réunion de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, en juin 2010, ainsi que les résultats des Rapports spéciaux sur les événements extrêmes et les catastrophes, et sur les énergies renouvelables.

La Suisse a parlé de l'importance de la présence du GIEC aux réunions de la CCNUCC et s'est interrogée sur les modalités de participation du Groupe à la réunion de la CCNUCC en novembre à Barcelone, en Espagne. Christ, la secrétaire du GIEC a répondu que des efforts sont mis en œuvre pour assurer une présence massive d'experts du GIEC aux négociations. Par la suite, elle a présenté les plans pour un événement parallèle sur les conclusions du RE4 à Barcelone, et une éventuelle présentation de haut niveau à la CdP 15.

RÈGLES DE PROCÉDURE POUR L'ÉLECTION DU BUREAU DU GIEC ET DU BUREAU DE TOUT GROUPE SPÉCIAL

Christ, la secrétaire du GIEC a présenté les documents pertinents (IPCC-XXXI/Docs.15 et 18), et le Royaume-Uni a fait rapport sur les propositions du GT en vue des amendements au règlement intérieur. Les amendements portent sur: la révision de la taille, la structure et la composition du Bureau avant la prochaine élection, en particulier, la représentation des groupes régionaux aux postes de responsabilité; la question de savoir si les vice-présidents exercent des fonctions de représentation; les dispositions pour la désignation d'un remplaçant du président du GIEC et les fonctions des comités de nomination.

Le représentant des Pays-Bas a suggéré d'élaborer un guide des élections pour clarifier le processus électoral. A propos d'équilibre régional, l'Autriche a déclaré que l'on a besoin de présidents hautement qualifiés pour la représentation régionale et que l'affectation des fonds du prix Nobel au renforcement des capacités constitue un pas important vers une meilleure représentation.

MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS PAR LA GIEC-30 IMPLIQUER LES SCIENTIFIQUES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT/PAYS À ÉCONOMIE EN TRANSITION (DÉCISION 7):

Masaya Aiba, du secrétariat du GIEC, a présenté une étude réalisée par le secrétariat sur la participation des pays en développement et des pays à économie en transition aux rapports d'évaluation antérieurs (IPCC-XXXI/Doc.11). Les résultats ont révélé la sous-représentation des experts des pays en développement/pays à économie en transition et l'existence de documentation grise et non-écrite en anglais provenant de ces pays, et ont mis en relief l'absence de représentation régionale équilibrée dans l'élaboration des scénarios.

Le vice-président van Ypersele a présenté un projet de recommandations pour notamment: renforcer la sensibilisation et les activités des points focaux nationaux; veiller à ce que le processus de nomination et de sélection facilite la sélection d'experts des pays en développement/pays à économie en transition; accroître le soutien financier pour la participation des experts; organiser davantage de réunions régionales; encourager la participation des points focaux nationaux à la sensibilisation; encourager l'inclusion de plus de jeunes auteurs; et accroître la participation des pays en développement et des pays en transition dans l'élaboration de scénarios.

Pachauri, le président, a suggéré que ce projet de recommandations soit soumis au Bureau pour examen approfondi. Le Soudan, avec la Sierra Leone et l'Indonésie, a souligné la nécessité de tirer un meilleur parti des points focaux pour les communications avec les experts, au lieu de recourir aux services des ministères des affaires étrangères. La Sierra Leone a proposé que le GIEC travaille avec l'OMM pour renforcer les capacités des experts des pays en développement, tandis que l'Allemagne a suggéré d'utiliser les partenariats disponibles entre les institutions de recherche des pays développés et les pays en développement pour soutenir ces initiatives. L'Espagne a recommandé la mise à jour du rapport pour permettre à d'avantage de pays de prendre des mesures de réponse. Madagascar a souligné que le processus de sélection du GIEC en cours privilégie ceux qui possèdent une

expérience dans le processus, ce qui entrave l'insertion de jeunes auteurs et d'experts des pays en développement et des pays à économie en transition.

Le vice-président van Ypersele a noté qu'il pourrait ne pas être possible d'appliquer la proposition de l'Espagne, mais qu'elle pourrait être incluse dans la proposition révisée pour examen par le Bureau. Christ la secrétaire du GIEC, a expliqué que les communications sont actuellement transmises par le biais des missions permanentes à Genève et à travers les points focaux nationaux. Elle a invité les pays qui n'avaient pas désigné un point focal national à le faire, afin d'assurer leur mise à jour constante.

Les délégués ont convenu de transmettre ces propositions au Bureau pour examen approfondi et recommandation à la GIEC-32.

UTILISATION DES TECHNOLOGIES ÉLECTRONIQUES, Y COMPRIS UNE VERSION FACILEMENT CONSULTABLE DU RE4 (DÉCISIONS 10 ET 11):

Le co-président Stocker a donné un aperçu du rapport d'activités (IPCC-XXXI/Doc.12) qui a proposé que tous les nouveaux matériels doivent être librement accessibles, publics, en format PDF pour assurer une haute résolution, et disponibles aussi en format DVD ou format disque externe. Il a souligné que toutes les possibilités actuelles ne sont pas compatibles avec le processus d'évaluation, en particulier, les produits qui permettent une modification potentielle. Il a en outre noté que toutes les bases des données électroniques accessibles au public ne peuvent être développées ou distribuées par le GIEC. La Nouvelle-Zélande a suggéré que les vidéos fournissant des informations sur les cartes basées sur des montages composites pourraient intéresser les décideurs politiques plus jeunes. Le vice-président van Ypersele a déclaré qu'il existe une synergie avec les capacités de TGICA et a proposé que les co-présidents du TGICA soient impliqués dans ce travail.

QUESTIONS À TRAITER A PLUS LONG TERME (DÉCISION 13):

Le vice-président van Ypersele a donné un aperçu de la situation sur le point de l'ordre du jour relatif à l'avenir du GIEC, soulignant que les décisions prises à la GIEC-30 portaient sur l'avenir à court terme du GIEC, en particulier par rapport au RE5. Il a suggéré que d'autres changements à long terme soient envisagés deux ans avant la fin du cycle du RE5, car il ne serait pas approprié de fonctionner sur les mêmes bases au cours du cycle d'évaluation actuel. Le groupe de travail sur l'avenir du GIEC produira un rapport révisé pour la prochaine réunion du Bureau.

RAPPORTS PÉRIODIQUES

RAPPORT SPÉCIAL SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES:

Le co-président Edenhofer a informé les délégués sur la préparation du Rapport spécial (IPCC-XXXI/Doc.8), et parlé du remplacement par Ralph Sims, de l'auteur principal de coordination Wolfram Krewitt, décédé. Il a également parlé aux délégués de la deuxième réunion des auteurs principaux tenue en septembre 2009 à Oslo, Norvège, réunion qui a abouti à l'ajout d'un chapitre sur l'énergie hydroélectrique, entre autres résultats. Le co-président Edenhofer a en outre parlé de deux réunions d'experts envisagées: l'une sur la modélisation de l'énergie renouvelable, et l'autre avec la participation des parties prenantes. Une discussion a suivi sur les présences aux réunions (invités, finances pour les voyages des experts, et représentation

des pays en développement). Le Royaume-Uni, appuyé par l'Espagne, a proposé que les points focaux soient sensibilisés sur le profil des participants, ce qui faciliterait le processus d'envoi des experts aux réunions.

RAPPORT SPÉCIAL SUR LES ÉVÉNEMENTS EXTRÊMES ET LES CATASTROPHES:

Le co-président Barros a fait une mise à jour pour les délégués sur le Rapport spécial sur les événements extrêmes et les catastrophes (IPCC-XXXI/Doc.7), notant que les auteurs principaux et les réviseurs sélectionnés reflètent un excellent équilibre régional en termes de représentation régionale et de sexes. Il a indiqué que la première réunion des auteurs principaux aura lieu à Panama City, Panama, du 9 au 12 novembre 2009, et que la deuxième réunion est prévue pour mars 2010 au Vietnam.

TFI: Thelma Krug, co-président du Bureau du groupe d'action sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre (TFB) a fait une mise à jour pour le Groupe d'experts sur les travaux du Groupe (IPCC-XXXI/Doc. 9), en soulignant que le principal résultat d'une récente réunion d'experts sur le «Réexamen de l'utilisation des terres gérées par procuration pour l'estimation des émissions et des absorptions anthropiques nationales», tenue à São Paulo, Brésil du 5 au 7 mai 2009, a été l'absence de justification pour modifier les directives en matière d'utilisation des terres gérées par procuration pour les émissions et les absorptions anthropiques. Elle a ajouté que le Groupe vient de tenir une réunion conjointe avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture sur les données de l'agriculture, de la foresterie et des autres utilisations des terres, et que la réunion d'experts sur les logiciels pour les Lignes directrices 2006 relatives aux inventaires nationaux des gaz à effet de serre est prévue du 18 au 20 novembre 2009 à Genève, en Suisse.

TGICA: Richard Mosso, co-président de TGICA (Groupe d'action sur l'appui des données et scénarios pour l'étude d'impact et climatique) a présenté le rapport périodique (IPCC-XXXI/Doc.14) ainsi que les suggestions des membres sortants de TGICA pour le RE4, sur notamment l'exploitation du Centre de distribution des données, l'élaboration de directives, les activités de renforcement des capacités et le soutien du groupe thématique pour les nouveaux scénarios.

DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX SCÉNARIOS:

Christopher Field, co-président du GT II et membre du groupe thématique sur les scénarios, a informé les délégués sur les progrès réalisés au sein de ce groupe, y compris l'extension des voies de concentration représentatives (RCP) jusqu'en 2300, l'élaboration d'une série de scénarios socio-économiques plus riches et des versions des bases de référence et des politiques pour chaque scénario.

Richard Moss, co-président de TGICA et membre du groupe thématique sur les scénarios, a fait rapport sur le travail conjoint des équipes de l'évaluation intégrée et de la modélisation climatique, notamment sur: une nouvelle base des données historiques sur les émissions et trois RCP qui sont finalisées pour utilisation dans l'exploitation des modèles. Il a souligné la sortie prochaine de RCP 6, l'extension des horizons temporels jusqu'en 2300, et que les équipes de modélisation peuvent désormais exécuter toutes les quatre voies, y compris les scénarios de référence.

Le représentant des Pays-Bas a demandé que le groupe thématique sur les scénarios prépare un rapport écrit pour la prochaine session plénière, sur entre autres, les questions soulevées à la GIEC-30, l'extension des RCP au-delà de 2100. Il a également demandé si le TGICA pourrait jouer un rôle de facilitateur, et si le Groupe pouvait obtenir de plus amples renseignements sur la collaboration avec le Consortium pour la modélisation d'évaluation intégrée. En réponse, Field, le co-président a indiqué qu'une suite favorable serait donnée à ces demandes.

FONDS DE BOURSES DU GIEC FINANÇÉ PAR L'ARGENT DU PRIX DE LA PAIX: Christ, la secrétaire du GIEC, a présenté un rapport périodique sur le fonds de bourse du GIEC (IPCC-XXXI/Doc.13), notant que l'objectif de la collecte de fonds est fixé à 10 millions de francs suisses et que la première série des bourses devrait être décernées en octobre 2010. Elle a indiqué que dans le processus de collecte de fonds, il s'est avéré nécessaire de trouver une appellation plus appropriée pour le Fonds, d'où la suggestion de Programme du GIEC sur les études climatiques (IPCC Climate Education Programme).

Pachauri, le président, s'est dit confiant que le Fonds recevra une suite favorable des donateurs et a informé les délégués que la Fondation des Nations Unies a offert d'assurer la gestion future du Fonds. La Suisse a exprimé ses inquiétudes quant au lourd fardeau qu'imposerait le fonctionnement du Fonds sur le GIEC, suggérant une collaboration avec l'Institut des Nations unies pour la Formation et la Recherche, et l'Université des Nations unies. La Belgique a noté que l'acceptation des fonds des entreprises devrait être soumise à des critères. Rajendra Pachauri, le président, a fait savoir que cet aspect avait déjà été pris en considération dans le processus de collecte des fonds. Il a également indiqué que de nouvelles consultations auraient lieu sur le nom du Fonds.

SENSIBILISATION: Christ, la secrétaire du GIEC, a présenté un rapport périodique sur les activités de sensibilisation (IPCC-XXXI/Doc.16), en soulignant les mises à jour régulières sur le site, les événements et les ateliers de sensibilisation, ainsi que le travail continu avec l'équipe de Communication de l'ONU sur les changements climatiques.

TRAVAUX EN COURS DU GT I: Stocker, le co-président, a présenté le rapport périodique du GT I (IPCC-XXXI/Doc.17), en mettant en relief les rapports des réunions d'experts sur la Science de la variante de météorologie, et sur la Détection et l'Attribution des changements climatiques. Il a également parlé des progrès dans la préparation de la réunion d'experts sur l'estimation multi modèles prévue en Janvier 2010 à Boulder, Colorado, États-Unis, qui évaluera les paramètres de calcul et les multi modèles.

QUESTIONS DIVERSES

Sous ce point de l'ordre du jour, la CE a remercié le Groupe de lui avoir accordé un statut d'observateur spécial, tandis que l'Australie a offert d'accueillir la quatrième réunion des auteurs principaux du Rapport spécial sur les événements extrêmes et les catastrophes en avril 2011.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE RÉUNION

La République de Corée a souhaité la bienvenue aux participants à la 32e session du GIEC qui se tiendra à Busan, République de Corée, du 11 au 14 octobre 2010.

SÉANCE PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Le jeudi matin, Pachauri, le président a félicité Field, le co-président, pour sa réception imminente du Prix Heinz. Il a également évoqué avec tristesse la disparition de Vladimir Tarasenko (Biélorusse) lors de la réunion des Organes subsidiaires de la CCNUCC en juin et indiqué qu'il enverrait une lettre de condoléances à sa famille et à son organisme. L'Indonésie a parlé de la réussite de la GIEC-31, et souligné que ce fut un grand privilège pour le peuple de son pays d'accueillir cette «réunion colossale» préparatoire du RE5. La Malaisie a offert d'accueillir l'atelier du GT I sur l'élévation du niveau de la mer et les calottes glaciaires en juin 2010.

Pachauri, le président et Christ, la secrétaire du GIEC, ont remercié le Gouvernement de l'Indonésie, le comité local d'organisation, les unités de soutien technique, le Bureau et le Secrétariat. La session s'est terminée sur une performance de Francis Hayes, fonctionnaire des services de conférence de l'OMM, qui a chanté sa version de «My Way» de Frank Sinatra, pour le Groupe. Pachauri, le président a officiellement clos la session à 12h10.

BRÈVE ANALYSE DE LA GIEC-31

DÉPART POSITIF

Presque deux ans après la réunion cruciale en décembre 2007 à Bali dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui a établi une feuille de route des négociations en vue d'un nouvel accord pour lutter contre les changements climatiques, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a tenu sa propre réunion d'envergure sur la «feuille de route» dans le même emplacement. Les conclusions du Quatrième rapport d'évaluation (RE4) du GIEC ont joué un rôle déterminant dans le lancement des négociations sur le futur régime des changements climatiques, qui devraient aboutir à un accord à la prochaine quinzième Conférence des Parties (CdP-15) en décembre 2009, à Copenhague. Alors que tous les regards sont actuellement tournés vers le processus de négociations en vertu de la feuille de route de Bali de la CCNUCC, le GIEC se trouve également à un stade important de son nouveau cycle d'évaluation. Dans ce contexte, le principal centre d'intérêt de la réunion du GIEC à Bali a été le Cinquième rapport d'évaluation (RE5) qui sera finalisé en 2013-2014.

Les délégués à la 31e session du GIEC étaient optimistes après leur marathon de trois jours ponctué de séances diurnes parallèles et de réunions nocturnes des trois groupes de travail (GT) pour approuver l'ébauche du chapitre sur les contributions respectives au RE5. «L'emplacement y est peut-être pour quelque chose, mais nous sommes allés au bout de tout ce qui devait être fait, ici à Bali», s'enthousiasmait un des délégués. L'ébauche révisée du chapitre semble plus nuancée et plus précise, et l'inclusion de plusieurs nouvelles questions par les

gouvernements a rendu le RE5 plus adapté aux politiques et aux besoins des décideurs. L'ambiance dynamique de la dernière séance plénière a été exprimée à travers une interprétation par Francis Hayes, fonctionnaire des services de conférence, de «My Way» de Frank Sinatra, chanson qui comportait des allusions joyeuses aux sessions nocturnes de cette réunion, et qui reflétait le sentiment des délégués que leurs préoccupations ont été prises en compte dans l'ébauche finale.

Cette brève analyse met en relief les discussions sur le cadrage du RE5, qui était l'objectif principal de la GIEC-31 consistant à: examiner les changements à l'ébauche du chapitre sur les contributions des GT pour inclure les idées des décideurs; comparer le traitement des questions abordées dans le RE5 avec leur traitement dans le RE4; et améliorer les évaluations régionales et intégrer les contributions de tous les GT. Ces questions qui sont d'une importance critique pour la nouvelle structure et le plan de travail du RE, influenceront les travaux du GIEC jusqu'en 2014, lorsque le rapport sera publié.

«JE L'AI FAIT À MA FAÇON»

Au sein des GT, les gouvernements maintiennent une pression constante pour réorganiser et reformuler les questions, afin de rendre les rapports plus adaptés aux politiques et accessibles pour les décideurs. Les scientifiques avaient déjà eu l'opportunité de travailler sur l'ébauche du chapitre à la réunion de cadrage du RE4 tenue à Venise, Italie, l'été dernier. Maintenant c'était au tour des décideurs de s'exprimer sur la question.

Alors qu'il était généralement reconnu que le GT I devait être la force motrice derrière les GT II et III, les représentants des gouvernements présents dans la salle ont laissé l'ébauche pratiquement intacte. «Je laisse celui-là pour les scientifiques; il revient aux experts des GT II et III d'intégrer les travaux du GT I, et d'extraire les informations que nous pouvons utiliser pour remplir nos obligations d'atténuation et répondre à nos besoins d'adaptation», a commenté le représentant d'un gouvernement. D'autres ont exprimé l'espoir que le rapport du GT fournira une évaluation des objectifs à mi-parcours de l'ambition des pays, qui sont actuellement débattus dans le cadre de la CCNUCC, ainsi que de nouvelles informations critiques sur les changements climatiques irréversibles et sur les points seuils de tolérances.

Le GT II, et le GT III en particulier, ont entrepris un nombre important de modifications dans leurs ébauches respectives pour le RE5. Dans le GT II, les délégués ont exprimé l'espoir que ces changements résulteront en un rapport final qui clarifie les défis auxquels ils sont confrontés concernant en particulier l'adaptation et la vulnérabilité, les options stratégiques disponibles pour y faire face, pour ventiler les données à une échelle qui rend l'information plus adaptées aux politiques, et pour fournir une nouvelle évaluation critique des problèmes à l'échelle régionale.

Des révisions majeures du GT III ont été entreprises pour restructurer l'ébauche, en particulier pour rendre le rapport plus accessible aux décideurs. Le débat sur les performances des politiques nationales et le financement ont mis en relief les distinctions entre pays développés et pays en développement, et ont clairement reflété les positions politiques de longue date que les parties à la CCNUCC ont soutenues sur les responsabilités communes mais différenciées.

SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES PAR RAPPORT AU RE4

En termes de différences clés entre les RE4 et RE5, le RE5 sera orienté vers la facilitation de l'action politique, et non pas une simple mise à jour du RE4.

L'on s'attend à ce que le RE5 mette davantage l'accent sur certaines questions qui jusqu'ici étaient soit implicitement incluses dans le rapport, soit traitées dans des chapitres à caractère plus général. Les nuages et les aérosols ont maintenant leur propre chapitre dans le GT I, ce qui permet de reconnaître le rôle important de ces facteurs dans le forçage radiatif - la force motrice du changement climatique. Auparavant, cette question, les nuages en particulier, occupait peu de place dans les évaluations du GIEC, alors qu'elle présente beaucoup d'intérêt sur le plan politique. Le présent rapport permettra, dans une certaine mesure, de remédier à cette lacune vitale. En outre, certaines questions non couvertes depuis le Troisième rapport d'évaluation (TRE) seront incluses, notamment, le cycle du carbone et l'élévation du niveau de la mer. Les nouveaux chapitres du GT II porteront sur les océans, la sécurité humaine, et les moyens de subsistance et la pauvreté, ainsi que sur l'adaptation, les établissements humains et les activités économiques qui feront l'objet d'une couverture extensive. En outre, le rapport du GT II fournira une évaluation régionale améliorée avec des informations régionales plus détaillées, traitera de la nécessité critique des données à l'échelle réduite pour générer des politiques, abordera les défis et évitera les erreurs d'adaptation. L'économie et l'éthique qui ont constitué le fondement implicite du travail, sont désormais explicitement incluses dans la section du GT III sur l'encadrement, sous forme de principes clés et de méthodologies, permettant ainsi de résoudre ce que d'aucuns ont considéré comme une lacune dans le RE4.

FOCUS RÉGIONAL

L'évaluation régionale est au cœur du RE5 pour tous les trois GT. Dans un effort visant à améliorer l'information régionale sur laquelle sont fondés les impacts, le GT I produira un atlas électronique interactif des projections mondiales et régionales pour les deux autres GT, ce qui permettra de compléter le rapport papier du Groupe. L'évaluation des impacts régionaux a pendant longtemps constitué une faiblesse aux yeux de nombreux pays, puisqu'en fin de compte, il s'agit des informations qui sont les plus indispensables pour l'élaboration des réponses politiques aux changements climatiques. L'atlas offrira pour la première fois une source de données unique à partir de laquelle les auteurs du GT II peuvent déterminer ce que les impacts régionaux pourraient être.

Le rapport du GT II sera scindé en deux parties, dont une partie B qui porte spécifiquement sur les aspects régionaux. En outre, ce volet régional du rapport du GT II va capitaliser sur les apports des deux autres GT, et est appelé à devenir un «guichet unique» sur les changements climatiques régionaux. La répartition régionale, qui a été discutée en détail lors de la précédente session du GIEC, reste la même que dans l'élaboration du RE4, mais avec un ajout important d'un chapitre sur les océans. Le RE5 se penchera aussi sur les points chauds

sous-régionaux et transrégionaux, tels que la Méditerranée et les méga-deltas, afin de fournir des informations indispensables pour les décideurs dans ces domaines.

Le GT III travaille actuellement sur l'amélioration de sa couverture des questions régionales; cependant, dans le contexte de l'atténuation, les divisions socio-économiques ont apparu comme une question de controverse. Un délégué a noté les difficultés que le GT III rencontrera en comparant l'atténuation régionale, étant donné que beaucoup dépend du stade de développement des pays, par opposition à la région où ils se trouvent, alors que dans les GT II et III, les questions scientifiques et d'adaptation sont plus facilement comparables à l'échelle régionale. Le GT III présente un défi particulier en raison des problèmes économiques abordés dans le chapitre tels que l'atténuation, et le financement et l'investissement, qui soulèvent également des questions délicates dans les négociations en cours de la CCNUCC sur les responsabilités communes mais différenciées, des pays développés et pays en développement. Certains ont estimé que cette distinction «artificielle» entre pays développés et pays en développement devrait être supprimée. Toutefois, les pays en développement s'y sont opposés et, en fin de compte, la différenciation de la CCNUCC est restée inchangée dans l'ébauche du RE5.

PERSPECTIVES ÉLARGIES

La décision pour l'inscription tardive de l'Article 2 de la CCNUCC comme thème transversal avait également heurté les sensibilités politiques. Ce thème a été suggéré suite à l'examen des observations soumises par les gouvernements sur les projets d'ébauche et les questions intersectorielles, reçues après la réunion de cadrage du RE5 tenue en juillet à Venise. Quelques discussions ont eu lieu en marge de la GIEC-31 sur la question de savoir si ce point devrait être traité implicitement comme un «super thème transversal», étant donné que le concept de changements climatiques dangereux transparait dans presque tout le travail du GIEC. Lors de la séance plénière d'ouverture, le Groupe a décidé qu'il aimerait ajouter l'Article 2 comme thème transversal explicite. Un groupe de contact s'est réuni pour rédiger une note succincte pour le démarrage du travail futur, note qui comporte une liste indicative des questions pour chaque chapitre. Le groupe a rencontré de grandes difficultés à concilier la nécessité d'une meilleure information scientifique sur les changements climatiques dangereux, avec l'exigence de s'abstenir de définir ce qui constitue effectivement un changement climatique dangereux, car il s'agit d'un jugement de valeur qui doit être laissée aux décideurs politiques.

La nécessité de traiter les incertitudes, aussi bien en termes de probabilité que de solidité des résultats, a constitué un sujet commun de discussion. Il régnait aussi entre les groupes de travail, une incitation à l'utilisation constante de langage d'incertitudes. La question du thème transversal sera à nouveau au centre de tous les chapitres, et comme l'a déclaré un délégué, «il est important de savoir ce dont nous sommes certains, et tout aussi important de savoir ce sur quoi nous avons des incertitudes.» Tel sera probablement un des thèmes récurrents de la période de rédaction en cours du RE5.

PROCHAINES RÉUNIONS

REPRISE DE L'AWG-LCA 7 ET DE L'AWG-KP 9: La reprise de la septième session de l'AWG-LCA et de la neuvième session de l'AWG-KP se déroulera du 2 au 6 novembre 2009 à Barcelone, en Espagne. Pour plus de précisions, contacter: Secrétariat de la CCNUCC; tél: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; courriel: secretariat@unfccc.int; internet: <http://unfccc.int/>

VINGT ET UNIÈME RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE MONTREAL (RdP-21): La RdP-21 est prévue du 4-8 novembre 2009 à Port Ghalib, Égypte. Les parties examineront entre autres, les amendements proposés au Protocole et visant la réglementation et la réduction des hydrofluorocarbones ayant un potentiel de réchauffement planétaire élevé, ainsi que la promotion de la destruction des stocks de substances appauvrissant la couche d'ozone. Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat de l'Ozone, tel: +254-20-762-3851; fax: +254-20-762-4691; e-mail: ozoneinfo@unep.org; internet: <http://ozone.unep.org/>

CONFERENCE SUR L'AVIATION ET LES CARBURANTS DE SUBSTITUTION: Cette conférence qui est organisée par l'OACI, se tiendra du 16-18 novembre 2009 à Rio de Janeiro, Brésil. Elle permettra de présenter les technologies récentes dans le domaine des carburants de substitution de l'aviation et de l'application potentielle. Pour de plus amples informations, communiquer avec: Direction du transport aérien de l'OACI: Tel: +1-514-954-8219, ext. 6321; e-mail: envcaaf@icao.int; Internet: <http://www.icao.int/CAAF2009/>

RÉUNION D'EXPERTS SUR LES LOGICIELS POUR LES LIGNES DIRECTRICES 2006 DU GIEC RELATIVES AUX INVENTAIRES NATIONAUX DES GAZ A EFFET DE SERRE: Cette réunion se tiendra du 18 au 20 novembre 2009 à Genève, Suisse. Pour de plus amples informations, contacter: Secrétariat du GIEC; tel: +41-22-730-8208; fax: +41-22-730-8025; e-mail: ipcc-sec@wmo.int; internet: <http://www.ipcc.ch>

SEPTIÈME FORUM MONDIAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE: Cette conférence aura lieu les 19 et 20 novembre 2009 à Paris, France. Le thème sera «Le nouvel ordre mondial: après Kyoto et avant Copenhague.» Pour des renseignements détaillés, communiquer avec: Passages-ADAPes; tel: +33-01-43-25-23-57; fax: +33-01-43-25-63-65/62-59; e-mail: Passages4@wanadoo.fr; internet: http://www.fmdd.fr/english_version.html

DEUXIÈME ATELIER SUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LE LOGEMENT: Cet atelier aura lieu du 23 au 25 novembre 2009 à Vienne, Autriche. Les résultats de l'atelier et les mesures connexes présentées seront examinés et contribueront à l'élaboration du Plan d'action pour l'habitation éconergétique, à mettre en œuvre dans le cadre de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe. Pour plus d'informations, contacter: Paola Deda, secrétaire du Comité du logement et de la gestion des terres, de la CEE; tel: +41-22-917-2553; fax: +41-22-917-0107, e-mail: paola.deda@unece.org; internet: <http://www.energy-housing.net>

CDP-15 DE LA CCNUCC ET CDP/RDP 5 DU

PROTOCOLE DE KYOTO: La quinzième session de la Conférence des Parties à la CCNUCC et la cinquième session de la Réunion des parties au Protocole de Kyoto sont prévues du 7 au 18 décembre 2009 à Copenhague, Danemark. Ces rencontres coïncideront avec la 31^e réunion des organes subsidiaires de la CCNUCC. Dans le cadre de la «Feuille de route» adoptée à la CdP-13 à Bali en décembre 2007, la CdP-15 et CdP/RdP-5 devront finaliser un accord sur le renforcement de la coopération internationale sur le changement climatique, notamment au cours de la période post-2012, lorsque se termine la première période d'engagement du Protocole de Kyoto. Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat de la CCNUCC; tel: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999, e-mail: secretariat@unfccc.int; internet: <http://unfccc.int/>

RÉUNION INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE GROUPE DE TRAVAIL DE HAUT NIVEAU SUR LE CADRE GLOBAL DE SERVICES MÉTÉOROLOGIQUES:

Cette réunion se tiendra les 21 et 22 décembre à Genève, Suisse. Elle est organisée par l'OMM, suite à une décision de la Troisième conférence mondiale sur le climat qui a eu lieu du 31 août au 4 septembre 2009 à Genève, appelant à la création d'une équipe spéciale de haut niveau sur le Cadre global de services météorologiques. Pour plus d'informations, contacter: le Secrétariat de l'OMM; tel: +41-22-730 81-11; fax: +41-22-730 81-81; e-mail: hlt@wmo.int; internet: http://www.wmo.int/hlt-gfcs/index_en.html

RÉUNION DES EXPERTS DU GT I du GIEC SUR L'ÉVALUATION ET LA COMBINAISON DES PROJECTIONS CLIMATIQUES MULTIMODÈLES:

Cette réunion aura lieu du 25 au 27 janvier 2010 à Boulder, Colorado, États-Unis. L'objectif principal de la réunion d'experts est d'explorer la possibilité d'établir un cadre d'utilisation et d'évaluation des données du modèle RE5 établi, et de renforcer l'interaction entre les groupes de travail I et II à un stade précoce du processus d'évaluation. Cette réunion est également pertinente dans le contexte du rôle de catalyseur du GIEC dans l'élaboration de scénarios. Pour plus d'informations, contacter: le Secrétariat du GIEC; tel: +41-22-730-8208; fax: +41-22-730-8025; e-mail: ipcc-sec@wmo.int; internet: http://www.ipcc.ch/meeting_documentation/meeting_documentation_ipcc_workshops_and_expert_meetings.htm

QUATRIÈME RÉUNION INTERNATIONALE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES (RIER): Cet événement aura lieu du 17 au 19 février 2010 à New Delhi et à l'Uttar Pradesh, Inde. Il s'agira de la quatrième conférence mondiale au niveau ministériel sur les énergies renouvelables, après la Conférence internationale sur les énergies renouvelables de Bonn, en 2004, de Beijing en 2005, et la Conférence internationale de Washington sur les énergies renouvelables (WIREC) (tenue en 2008 à Washington, DC, États-Unis). La RIER comprendra une réunion ministérielle, des réunions entre des intervenants du secteur privé et des réunions du secteur privé avec les gouvernements, des activités parallèles (colloques, séminaires sectoriels et ateliers) et une foire commerciale/exposition. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec: Ministère des énergies nouvelles et renouvelables, Gouvernement de l'Inde e-mail: ss.madan@nic.in; internet: <http://mnes.nic.in/pdf/irec-mnre.pdf>

REUNION DE CADRAGE DU GIEC POUR LE RE5

ET LE SYR: La réunion de cadrage pour le RE5 et le SYR se tiendra à la mi-2010; le lieu et la date restent à déterminer. Les participants vont élaborer les grandes lignes du SYR et aborder le traitement des questions transversales dans le RE5. Pour plus d'informations, contacter: le Secrétariat du GIEC, tél: +41-22-730-8208, fax: +41-22-730-8025, e-mail: ipcc-sec@wmo.int; Internet: <http://www.ipcc.ch>

TRENTE-DEUXIÈME SESSION DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CCNUCC: La trente-deuxième session des organes subsidiaires de la CCNUCC est prévue du 31 mai au 11 juin 2010. Cette réunion se tiendra probablement à Bonn, en Allemagne. Pour plus d'informations, contacter: le Secrétariat de la CCNUCC: tel: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; e-mail: secretariat@unfccc.int; internet: http://unfccc.int/meetings/unfccc_calendar/items/2655.php?year=2010

TRENTIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL À COMPOSITION NON LIMITÉE DES PARTIES AU PROTOCOLE DE MONTRÉAL:

Cette réunion est provisoirement prévue pour la période du 21 au 25 juin 2010 à Bangkok, Thaïlande. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec le Secrétariat de l'ozone: tel: +254-20-762-3850/1; fax: +254-20-762-4691; e-mail: ozoneinfo@unep.org; internet: <http://ozone.unep.org/Events/meetings2010.shtml>

GIEC-32: La trente-deuxième session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat se tiendra du 11 au 14 octobre 2010 à Busan, République de Corée. Le Groupe d'experts devra, entre autres questions, examiner les progrès accomplis dans la préparation du RE5. Pour plus d'informations, contacter: le Secrétariat du GIEC; tel: +41-22-730-8208; fax: +41-22-730-8025; e-mail: ipcc-sec@wmo.int; internet: <http://www.ipcc.ch>

GLOSSAIRE

CCNUCC	Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CdP	Conférence des Parties
EET	Économies en Transition
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GT	Groupe de travail
FAQ	Questions fréquentes
RE4	Quatrième Rapport d'Évaluation du GIEC
RCP	Voies de concentration représentatives
RE5	Cinquième Rapport du GIEC
RD	Résumé pour les décideurs
SYR	Rapport de synthèse
TFB	Bureau du groupe de travail sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre
TFI	groupe de travail sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre
TGICA	Groupe d'action sur l'appui des données et scénarios pour l'étude d'impact et climatique
TSU	Unité d'appui technique